

été 1981

au Canada

2.75\$

autres pays 3.25\$

Perspectives internationales

Revue d'opinion sur les affaires étrangères

doc

CA1

EA

I56

FRE

ete 1981

Sommets:

Réunion intime à Ottawa

Rétrospective d'Allan Gotlieb

Hommes d'affaires invités

Plaidoyer pour el Salvador

Trois ans après Camp David

Perspectives internationales

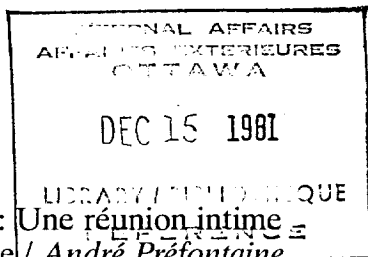


Table des matières

été 1981

Le septième Sommet: Une réunion intime
plutôt qu'un directoire / *André Préfontaine* 3

Les sommets: une rétrospective d'Allan Gotlieb 8

Ce que les "Sept" ont dit . . . 13

Convoquer les hommes d'affaires
au dialogue Nord-Sud / *Marcel Masse* 15

Plaidoyer . . . Pour une solution négociée
au Salvador / *Ed Broadbent* 21

Trois ans après Camp David: le Moyen Orient
est toujours une poudrière / *Michel Vastel* 24

Au centre: section supplémentaire

Pour mémoire: bibliographie et renseignements sur les relations extérieures du Canada fournis par le ministère des Affaires extérieures.

Perspectives internationales est publiée au Canada quatre fois l'an par International Perspectives, (95312 Canada Inc.), 302-150 rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1P 5A4.

Téléphone: (613) 238-2628

Editeur:

Alex Inglis

Directeur de la rédaction:

Michel Vastel

Secrétaires à la rédaction:

David Mac Neill

Seymour Diener

Administrateur

Eddie Wawrychuk

Adresse postale:

B.P. 949,

Succursale B

Ottawa, Canada

K1P 5P9

Perspectives internationales est une revue d'opinion sur les affaires étrangères. Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et non pas, à moins qu'il en soit fait mention explicitement, les organismes dont ces auteurs peuvent faire partie.

ISSN 0381-4890

© 1981

Si vous désirez vous abonner à *Perspectives internationales*, prière de remplir la formule ci-dessous. S'il s'agit d'un cadeau, nous vous saurions gré de l'indiquer au bas de la formule. Veuillez expédier votre commande à: *Perspectives internationales*, B.P. 949, Succursale «B», Ottawa (Ontario) Canada K1P 5P9

Tarif des abonnements:

Canada

Trois ans (12 exemplaires)—24\$

Deux ans (8 exemplaires)—17\$

Un an (4 exemplaires)—9\$

Le numéro—2.75\$

Autres pays

Trois ans (12 exemplaires)—30\$

Deux ans (8 exemplaires)—22\$

Un an (4 exemplaires)—12\$

Le numéro—3.25\$

Nom: _____

Adresse: _____

() paiement ci-joint

() facturez plus tard

Portez à ma carte de crédit

() Visa

() Mastercharge

n° de Carte de crédit _____

Date d'expiration _____

Signature du détenteur de la carte _____

Le septième Sommet: Une réunion intime plutôt qu'un directoire

par André Préfontaine

Plus encore que les six qui l'ont précédé, le Sommet d'Ottawa a démontré hors de tout doute que ces rencontres annuelles des membres de l'exclusif "club des Sept Grands" constituent bien plus un mode de consultations directes et une occasion de contacts personnels intimes qu'un mécanisme de prise de décisions susceptible de mener à des solutions concrètes aux problèmes qui confrontent actuellement l'Occident.

D'ailleurs, l'absence de prise de position claire et précise dépassant la simple déclaration de bonnes intentions dans le communiqué final du Sommet d'Ottawa reflète bien la réticence que manifestent toujours les participants à ces réunions à s'engager fermement sur quelque sujet que ce soit tant les leçons des premières rencontres ont porté.

Comment, en fait, même les leaders les plus puissants du Monde libre pourraient-ils, en deux jours à peine de discussions, régler des questions aussi complexes et aussi lourdes de conséquences que le chômage, l'inflation, la libre circulation des biens ainsi que l'équilibre Est-Ouest?

En fait, les résultats du Sommet d'Ottawa auront servi à donner une dure leçon de modestie au Premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, qui agissait comme hôte et président de la rencontre. "Le prochain Sommet sera très productif", avait affirmé M. Trudeau avec détermination dans les heures qui avaient suivi la fin du Sommet de Venise de 1980. Pour lui, la réunion d'Ottawa allait démontrer au monde entier que ce type de conférence pouvait aboutir à quelque chose de concret.

Ce même enthousiasme devait inspirer l'action du premier ministre canadien au cours des mois qui précédèrent la tenue du Sommet d'Ottawa alors qu'il multipliait ses déplacements à l'étranger, parcourant l'Europe, l'Arique, le Moyen-Orient et les deux Amériques, tantôt pour se faire l'apôtre du dialogue Nord-Sud, tantôt pour rencontrer ses partenaires du club des Sept. Tous ces voyages, toutes les déclarations de M. Trudeau, en plus d'attirer l'attention de la presse internationale, ont également, et peut-être dangereusement, créé des attentes presque impossibles à satisfaire face au Sommet d'Ottawa, tant de la part des démocraties industrialisées que des pays du Tiers-Monde auxquels il avait fait une cour si assidue.

André Préfontaine était correspondant parlementaire pour la Presse Canadienne et, à ce titre, a suivi le Premier ministre dans plusieurs de ses voyages et couvert le Sommet d'Ottawa. Il est maintenant directeur adjoint de l'information de la Presse Canadienne à Montréal.

Au cours des mois et des semaines qui ont précédé l'ouverture de la réunion d'Ottawa, voyant tour à tour plusieurs têtes d'affiche traditionnelles de la scène internationale tomber au combat lors d'élections, et se dessiner par le fait même de nombreux problèmes pour le Sommet de M. Trudeau, la diplomatie canadienne dut rivaliser d'ingéniosité pour faire marche-arrière et tempérer tant bien que mal les attentes suscitées. "Si les participants (au Sommet) ne parviennent qu'à se parler et se comprendre, alors la rencontre sera un grand succès", avait mentionné pour sa part le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, le Dr Mark MacGuigan, au cours d'un déjeuner de travail avec un groupe de journalistes.

Même le premier ministre Trudeau avait compris le message lorsque, au terme d'un voyage en Algérie, il déclarait dans une entrevue que "le Sommet d'Ottawa sera très difficile", évoquant même le fossé idéologique entre "un Reagan et un Mitterrand".

Devant la venue au pouvoir d'hommes nouveaux aux Etats-Unis, en France, en Italie, au Japon et même à la tête de la CEE, tous les anciens plans de bataille élaborés par M. Trudeau devenaient caduques. Au lieu de présider une rencontre où les participants, se connaissant bien et se faisant un tant soit peu confiance, affronteraient de plein pied les problèmes des puissances industrielles, le premier ministre canadien se voyait contraint de jouer le rôle de modérateur et même d'entremetteur entre tous ces nouveaux visages qui non seulement ne se connaissaient pas mais se méfiaient même l'un de l'autre.

Le président Reagan

A ce chapitre, le président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, un acteur accompli et un charmeur dans l'âme, aura donné un solide coup de main au premier ministre Trudeau en tenant, dans les premières heures du Sommet, des rencontres privées avec le président socialiste de France, M. François Mitterrand, et le chancelier allemand Helmut Schmidt, deux des plus féroces critiques de ses politiques monétaristes, et en s'en tirant avec les honneurs de la guerre.

Ce faisant, M. Reagan venait d'éliminer le seul danger qui menaçait véritablement la réunion d'Ottawa qui avait lieu en fait à Montébello, à une soixantaine de kilomètres de la capitale nationale, sur les berges de l'Outaouais québécois. Le site retenu, un hôtel de grande classe bien à l'écart des regards indiscrets, construit en 1930 par 3,000 hommes en quatre mois avec sa structure de bois rond la plus grosse au monde, donna au Sommet un coup d'oeil typiquement canadien.

Et, si M. Trudeau présidait officiellement le Sommet d'Ottawa, c'est M. Ronald Reagan qui en aura été la véritable vedette en évitant toutes les embûches et en marquant des points à chaque occasion. Ses rencontres réussies avec son homologue français, M. Mitterrand et avec le chancelier Schmidt, sans compter des contacts avec ses autres partenaires du club des Sept n'auront été qu'un aspect de sa performance à l'occasion de sa première véritable sortie sur la scène internationale.

"Nous sommes d'avis qu'une croissance monétaire faible et stable est

essentielle pour réduire l'inflation. Les taux d'intérêt ont leur rôle à jouer à cet égard; ils demeureront vraisemblablement élevés là où les craintes d'inflation resteront vives", peut-on lire dans le communiqué final du Sommet d'Ottawa comme reconnaissance tacite de la politique américaine. Ce passage du communiqué final contrastait d'ailleurs avec le ton des propos tenus par M. Schmidt lors de son passage à Washington en mai alors qu'il attaquait violemment les taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis et réclamait que ce sujet apparaisse en priorité à l'ordre du jour du Sommet d'Ottawa.

Le président de la France, M. Mitterrand, se posant en champion de la lutte au chômage plutôt qu'à l'inflation, le premier ministre du Japon, M. Zenko Suzuki, et, dans une moindre mesure, M. Trudeau lui-même, faisaient écho aux critiques de M. Schmidt contre la politique de taux d'intérêt élevés du président Reagan dont leurs pays faisaient largement les frais.

En plus d'arracher cette concession à ses alliés de l'Occident, le président Reagan a poussé l'habileté plus loin encore en reléguant à l'arrière-plan les discussions à saveur économique de la première journée du Sommet et en annonçant l'imposition d'un embargo sur la livraison d'avions de combat à Israël à la suite du raid sur la capitale du Liban.

Le dialogue Nord-Sud

Ce n'est en fait qu'au chapitre de la relance du dialogue Nord-Sud que le premier ministre Trudeau aura réussi à influencer, et même orienter, les conclusions du Sommet. Et, même si les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne n'ont jamais compté parmi les chauds partisans d'une reprise des discussions entre pays riches et pauvres pour en arriver à "un nouvel ordre économique mondial" dans le cadre de "négociations globales", le communiqué final marque un changement d'attitude en signalant la volonté des puissances industrielles de "participer à la préparation d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales".

Toutefois, même à ce niveau, le poids de l'administration Reagan se fait sentir dans le communiqué qui affirme que les pays en voie de développement doivent s'intégrer "plus complètement" au système économique international. Dans la même ligne de pensée, les Sept Grands reprochent à l'URSS son manque d'implication face aux pays du Tiers-Monde.

En dépit d'un appui prudent aux "institutions financières internationales", tels le Fond monétaire international ou la Banque mondiale, et d'une certaine ouverture d'esprit face à une filiale énergétique de la Banque mondiale, les dirigeants des démocraties industrialisées ont préféré lancer la balle au Sommet Nord-Sud qui eut lieu à la fin de l'automne à Cancun, au Mexique, plutôt que de s'engager trop fermement à Ottawa.

Le premier ministre Trudeau aura eu le mérite d'avoir amené ses partenaires à accepter le concept de "négociations globales", auquel s'opposait le président Reagan, et d'avoir incité ce dernier à participer au Sommet Nord-Sud de Cancun.

Pour ce qui est des volets économiques, commerciaux et politiques de leurs discussions, les participants au Sommet d'Ottawa ont préféré calquer

leurs prises de position sur celles qui avaient été mises de l'avant à Venise en se gardant toujours de prendre des engagements fermes sur presque tous les sujets à l'ordre du jour.

Economie

Comme en 1980 à Venise, l'inflation apparaît comme "la première de nos priorités" à Ottawa même si on a jugé bon, pour mieux refléter les préoccupations de M. Mitterrand sans doute, de marier la lutte à l'inflation à celle au chômage. Parallèlement, les communiqués de Venise et d'Ottawa parlent de la confiance qu'ont les membres du club des Sept de voir "les sociétés démocratiques relever les défis (économiques) dans le respect des libertés individuelles et de la solidarité sociale".

Seule différence entre les déclarations de Venise et d'Ottawa: la perspective d'une nouvelle flambée des prix du pétrole, et de ses conséquences sur les économies occidentales, qui existait à Venise, a complètement disparu à Ottawa alors que l'on retrouve maintenant des surplus de pétrole sur les marchés mondiaux. Mais, malgré cela, on désire toujours "rompre le lien entre la croissance économique et la consommation pétrolière".

Tout en espérant "une croissance économique modérée" pour l'année qui vient, les participants au Sommet d'Ottawa se gardent une porte de sortie en mentionnant "qu'elle ne paraît pas devoir assurer une résorption prochaine du chômage". De la même manière, les taux d'intérêt records peuvent manœuvrer "l'investissement productif" malgré qu'il faille s'attendre à ce qu'ils demeurent élevés là où l'inflation persistera.

Le communiqué final du Sommet d'Ottawa reprend du même coup les appels traditionnels à la "limitation des déficits budgétaires" et réclame à nouveau le maintien de "la solidité financière du système bancaire et des institutions financières internationales".

Commerce

"Nous réaffirmons notre ferme engagement de maintenir des politiques commerciales ouvertes et de veiller au bon fonctionnement du système commercial ouvert", déclarent les Sept Grands dans leur communiqué. "Nous continuerons de résister aux pressions protectionnistes", poursuivent-ils plus loin, reprenant ainsi mot à mot un passage de la déclaration de Venise.

Cependant, toutes ces déclarations ne masquent pas les gestes posés par plusieurs, sinon tous les pays-membres du club des Sept pour protéger leurs économies contre les incursions trop agressives de leurs partenaires commerciaux. Il suffit de soulever le risque d'affrontement qui existait à Ottawa entre le Japon d'une part, et les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et même le Canada d'autre part.

En dehors de toutes les discussions qui pourraient avoir lieu dans le cadre du Sommet, les gouvernements des démocraties industrielles continueront à défendre leurs économies respectives afin de ne pas subir les foudres de leurs électeurs respectifs. Que cette ligne de conduite se traduise par une réduction volontaire d'exportation de voitures japonaises vers les Etats-Unis ou l'imposition de quotas à l'importation de produits du textile comme l'a récemment décrété le Canada, le protectionnisme de-

meurera une réalité avec laquelle il faudra composer malgré les exhortations pour des marchés encore plus ouverts.

Relations Est-Ouest

Autre concession faite au président Reagan, qui poursuit présentement une politique de "ligne dure" face à l'Union soviétique, les puissances industrielles de l'Ouest réexamineront leurs relations commerciales avec le bloc de l'Est afin que "nos politiques économiques restent compatibles avec nos objectifs politiques et de sécurité".

La convocation prochaine du comité de coordination de l'OTAN pour examiner cet aspect des relations Est-Ouest vient aussi renforcer l'attitude ferme que les États-Unis ont amené leurs alliés à adopter face à l'URSS.

La déclaration du premier ministre Trudeau, au terme de la première journée du Sommet, évoquant la présence des forces soviétiques en Afghanistan comme source de vives frictions entre les deux blocs vient souligner encore une fois la détérioration de la détente qui a fait place, surtout depuis l'élection du président Reagan, à un ère de méfiance stratégique où les appels au dialogue, les menaces et les démonstrations de force s'entremêlent de façon bien curieuse.

Il y a aussi cet étrange communiqué sur la piraterie aérienne qui a pris tous les observateurs par surprise. Inutile de dire que tout le monde s'attendait en fait à une déclaration sur le terrorisme international dans le sillage de la multiplication des attentats et plus spécifiquement de ceux contre le Pape Jean-Paul II et le président Reagan. Comme la question de la piraterie aérienne semblait une question en voie de règlement alors que les attentats contre les personnalités apparaissent de plus en plus une forme de violence "à la mode", ce retour en arrière inattendu s'expliquait d'autant plus difficilement.

L'analyse des résultats du Sommet d'Ottawa permet en réalité de tirer une seule conclusion valable. C'est qu'il faut résister à la tentation de vouloir tirer des conclusions durables d'un seul Sommet et plutôt juger de la valeur de ce type de rencontres en évaluant le processus de réunions de ce genre dans son entier. Il s'avère même fort hasardeux, voire téméraire, de soutenir que le Sommet d'Ottawa, ou tout autre d'ailleurs, n'aura servi à rien, ou pas grand chose, à la lumière du communiqué final ou des quelques bribes d'information qui auront transpiré, après avoir été savamment filtrées, sur les pourparlers entre les participants.

Et si l'expérience de Rambouillet, que les Sept Grands ont décidé de poursuivre pour un autre cycle de sept ans, ne servait qu'à unifier leurs points de vue, à générer une certaine unanimité d'action, même trop vague pour être définie clairement, l'exercice en aura valu la peine.

Car, dans le contexte actuel voulant que les dirigeants politiques des démocraties industrielles succombent fréquemment à des situations politiques internes plus qu'explosives ou à des sautes d'humeur parfois imprévues de leur électorat, ces rencontres annuelles au Sommet leur permettent de s'entretenir à coeur ouvert avec leurs partenaires, derrière des portes closes, sans se soucier des subtilités diplomatiques et de la présence d'observateurs trop curieux.

Les sommets . . . une rétrospective d'Allan Gotlieb

Les rencontres au sommet n'ont pas toujours eu bonne presse: qu'on se souvienne de Yalta ou des négociations de Versailles entre Wilson, Lloyd George et Clémenceau après la Première Guerre mondiale. Même Moïse a eu de la difficulté à persuader son peuple de la sagesse qu'il ramenait du Sommet! Plusieurs dirigeants ont sans doute raison de réfléchir sur le vieux dicton japonais selon lequel il y a deux catégories de fous: ceux qui n'ont jamais escaladé le Mont Fuji, et ceux qui l'on fait deux fois.

Pourtant, depuis le sommet de Rambouillet près de Paris en 1975, les dirigeants des grands pays occidentaux se sont réunis annuellement: à Porto Rico en 1976, à Londres en 1977, à Bonn en 1978, à Tokyo en 1979 et à Venise en 1980. Les présidents des Etats-Unis et de la France, le chancelier allemand ainsi que les premiers ministres japonais, britannique et italien ont participé dès le début au processus, rejoints par le Premier ministre canadien depuis Porto Rico et par le Président de la Commission européenne depuis Londres.

Ces sept chefs d'Etat ou de gouvernement représentent des pays qui, pris ensemble, comptent pour près de la moitié du commerce mondial, pour près des quatre cinquièmes de la production des pays industriels et pour plus de la moitié de la production mondiale. Il existe un écart considérable entre la stature politique et économique du plus petit participant au Sommet et celle de tout autre pays de l'OCDE aspirant éventuellement à être admis au sommet.

Un premier Sommet "monétaire"

Pour expliquer l'origine des réunions, il faut remonter à la situation qui prévalait en 1975. Deux ans après la guerre du Yom Kippour et le quadruplement des prix pétroliers décrété par l'OPEP, il était d'une évidence criante que les pays industrialisés n'avaient su réagir, ni bien ni de façon concertée. Ils faisaient face à des problèmes économiques sérieux et pressants (récession et chômage conjugués à l'inflation), dont bon nombre remontaient d'ailleurs avant le choc pétrolier, et qui découlaient en partie de la persistance du déficit au compte courant des Etats-Unis. Le Comité intérimaire du FMI n'ayant pu, en juin 1975, convenir d'une approche aux grandes questions monétaires (taux de change, quotes-parts, or), le Président français, élu à peine un an auparavant et lui-même ancien ministre des Finances, proposa un sommet "monétaire". En effet, à son avis, les taux de change flottants étaient le principal élément déstabilisateur du système

M. Allan Gotlieb est ambassadeur du Canada à Washington. Il était sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et Représentant personnel du chef du gouvernement canadien en 1980-1981 pour la préparation du septième Sommet d'Ottawa.

monétaire et étaient ainsi responsables des grands problèmes économiques.

Après une certaine hésitation, les autres dirigeants acceptèrent l'idée. Ils allèrent à Rambouillet en novembre 1975, mais seulement après que l'on se soit entendu pour inclure à l'ordre du jour, en plus des questions monétaires, les grandes politiques économiques et les problèmes Nord-Sud. Le Sommet devait être davantage axé sur les grandes politiques que sur leurs aspects techniques. L'accent était mis sur la coordination: les dirigeants entendaient en effet souligner qu'ils contrôlaient la situation, qu'ils travaillaient ensemble à la relance de leurs économies.

Le monde change

Bien qu'elle trouvât son origine dans une situation particulière, cette réunion au sommet avait constitué une tribune très remarquée où furent identifiés les changements profonds et complexes qui transformaient la conjoncture des années 70. Dans les années 60 ou 50 — et même les années 40 qui avaient vu la création de la plupart des grandes institutions économiques internationales — les Etats-Unis jouissaient d'une suprématie pratiquement incontestée dans le monde non-communiste et distançaient de loin l'URSS dans la plupart des domaines. Mais au début des années 70, ce colosse n'était plus seul à dominer le monde non-communiste. Le Président Nixon avait, de diverses façons, reconnu les limites de la puissance économique, politique et militaire des Etats-Unis et modifié en conséquence les engagements de son pays. Les Etats-Unis ne pouvaient plus supporter seuls tout le fardeau et étaient contraints de reconnaître d'autres centres de pouvoir. Concrètement, les Européens et les Japonais devaient assumer des responsabilités dans le fonctionnement du système économique, et se voir accorder une influence correspondante dans la prise des décisions.

Quelques indicateurs économiques illustrent ces propos. Au moment du premier Sommet, le produit national brut des Etats-Unis était d'environ \$1,500 milliards, celui de la CEE de quelque 1,150 milliards et celui du Japon d'environ 485 milliards. Les Etats-Unis comptaient 215 millions d'habitants, la CEE 260 et le Japon 110. Les exportations américaines représentaient environ \$100 milliards, celles du Japon 55 milliards, celles de la RFA environ 90 milliards et celles de la CEE dans son ensemble quelque 300 milliards. Entre 1950 et 1975, la part américaine du commerce mondial était ainsi passée de 15,3 à 11,1%, alors que la part des exportations dans son PNB était passée de 3,5 à 7,7%; c'est-à-dire qu'alors même que leur prépondérance commerciale diminuait, les Etats-Unis devenaient de plus en plus tributaires du commerce extérieur. Au chapitre des importations, le phénomène le plus visible depuis 1973 était évidemment la vulnérabilité américaine devant l'incertitude des approvisionnements et des cours pétroliers.

La puissance du "Sud"

Mais il se produisait également un déplacement d'influence entre l'ouest et d'autres régions du monde. La puissance militaire soviétique était relativement beaucoup plus grande qu'elle ne l'avait été, notamment dans le domaine nucléaire. Le différend sino-soviétique empirait alors même que la Chine commençait à jouer un rôle plus actif sur la scène mondiale. L'OPEP

venait de montrer sa force, et le transfert subit de richesses aux pays pétroliers, notamment à quelques pays excédentaires comme l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis, n'avait eu, historiquement, d'équivalent que l'acquisition massive d'or par l'Espagne au 16^e siècle. Il s'est élevé des craintes, plus ou moins fondées, que les producteurs de matières premières ne recourent plus souvent à "l'arme des produits de base". La crise pétrolière, ainsi que d'autres facteurs dont la crainte d'une telle "arme", ont incité les dirigeants occidentaux à reconnaître la nécessité de prendre plus au sérieux les questions Nord-Sud. De fait, la Conférence sur la coopération économique internationale, qui réunissait 27 pays développés et en développement, s'ouvrait à Paris une semaine après la tenue du premier Sommet.

Les dirigeants des principales puissances économiques occidentales se sont par conséquent sentis obligés de se consulter, d'essayer de travailler en plus étroite collaboration. Par ailleurs, ils ont pris bien soin de faire savoir clairement qu'ils n'établissaient pas une nouvelle institution. Ils voulaient justement — et c'est le point fondamental — trouver un moyen de passer outre aux bureaucraties nationales et internationales.

Une certaine continuité

Il se peut qu'une analyse séquentielle des six sommets économiques donne une fausse impression de continuité ou de progression d'un sommet à l'autre. Il se dégage un schéma évolutif, mais on doit rappeler que les dirigeants n'avaient pas initialement prévu tenir toute une série de sommets.

L'approche de Rambouillet, très spécifique et fondée sur une analyse classique de la situation économique, visait en gros le court terme. Mais ce Sommet permit un rapprochement de la France et des États-Unis sur les questions monétaires. C'est ainsi que le Comité intérimaire du FMI put parvenir en janvier 1976 à une entente sur de nouveaux articles des Statuts du Fonds, jetant notamment la base juridique de nouveaux régimes de change (par exemple à taux fixes ou flottants) et réclamant des consultations et des échanges plus fréquents sur les questions monétaires. D'autres articles, convenus en janvier 1976, traitaient du rôle de l'or, des quotes-parts et de la liquidité internationale. De plus, un Fonds fiduciaire était établi pour aider les pays en développement les plus pauvres à emprunter au Fonds monétaire international. Rambouillet a également permis une entente visant à ralentir la surenchère des crédits à l'exportation ainsi qu'un accord sur l'année 1977 comme échéance des Négociations commerciales multilatérales. Dans l'un et l'autre cas, l'objectif s'est avéré trop optimiste.

Six mois plus tard à Porto Rico, encouragés par les succès sur le plan monétaire ainsi que par la croissance économique, et à l'approche des élections pour le Président Ford, les participants se sont montrés tout à fait optimistes quant à leur capacité de s'attaquer à leurs problèmes communs d'inflation et de croissance. Naturellement, certains ont vu, dans la disparité des approches prises subséquentement par les pays du Sommet, une négation de la volonté de coordination exprimée dans le communiqué. De fait, la croissance chuta peu après.

D'ailleurs, un an plus tard, à Londres, le ton optimiste était devenu un peu plus forcé et on semblait enfin commencer à reconnaître la nécessité d'une collaboration pour affronter les grands changements structurels en cours. On s'attendait à ce que certains grands pays agissent pour tirer l'économie mondiale du marasme: la République fédérale d'Allemagne et le Japon étaient notamment désignés comme des "locomotives" pouvant tirer les économies plus faibles de leur stagnation. Les dirigeants ont montré des signes d'une vue à plus long terme et élargi leurs intérêts, proposant ainsi une évaluation du cycle du combustible nucléaire.

A Bonn, ils ont admis que les problèmes économiques étaient profondément enracinés dans les structures et qu'ils nécessitaient un "effort soutenu" sur le long terme pour que l'Ouest puisse maintenir sa croissance économique sans accroissement de l'inflation. Les dirigeants ont convenu d'une stratégie globale, préparée et annoncée d'une façon relativement élaborée. Fait notable, cette stratégie s'appliquait à tous les pays du Sommet, et non plus seulement aux "locomotives". A Bonn, l'énergie occupa beaucoup plus l'attention. Et les dirigeants donnèrent un élan vigoureux — et positif — aux négociations commerciales multilatérales qui végétaient.

Le nouveau bond des cours pétroliers en 1979 amena les dirigeants du Sommet de Tokyo à consacrer une bonne partie de leur temps, et de leur communiqué, à préciser les mesures qu'ils appliqueraient pour réduire la consommation et les importations de pétrole (y compris des objectifs nationaux), pour stabiliser le marché du pétrole, pour favoriser la conservation et pour passer à de nouvelles sources d'énergie.

Malgré toutes ces initiatives dans la bonne direction, les pays de l'OPEP ont néanmoins décidé de relever encore leurs prix. A Venise, en juin 1980, les pays du Sommet ont été enclins à exprimer vigoureusement l'exaspération qu'ils ressentaient devant certains membres de l'OPEP, et ils annoncèrent une stratégie décennale détaillée pour "briser le lien" entre la croissance économique et la consommation de pétrole et établir des objectifs de remplacement du pétrole par d'autres sources d'énergie. Ils ont mis en place un mécanisme de contrôle qui leur permettrait de poursuivre cette stratégie. Les participants se sont aussi tout particulièrement intéressés aux problèmes du recyclage en raison de l'effet de freinage qu'avaient sur l'économie mondiale en général et les économies des PMD en particulier les 120 milliards de dollars d'excédents de l'OPEP (correspondant sensiblement à des déficits de \$50 milliards pour les PMD et de \$70 milliards pour les pays développés). De plus, les dirigeants se sont beaucoup intéressés aux relations avec les pays en développement, demandant à leurs représentants personnels de leur présenter des conclusions sur le sujet qui seraient étudiées à Ottawa en 1981.

L'interdépendance

Une rétrospective des divers sommets fait ressortir un certain nombre de points:

- Les grands problèmes économiques retenus par les dirigeants n'ont presque jamais varié: faible croissance, inflation, chômage, pressions protectionnistes, l'énergie sous ses

nombreuses facettes et le dialogue Nord-Sud — bien que l'accent mis sur l'un ou sur l'autre ait pu changer.

- On a compris de mieux en mieux le degré d'interdépendance qui existe tant entre les pays développés qu'entre ceux-ci et d'autres groupes de pays de l'OPEP en particulier. Etant donné le degré d'interpénétration des économies occidentales dans les secteurs du commerce, de la finance et de l'investissement pour ne mentionner que ceux-ci, cela signifie que les politiques nationales de tout grand pays ont de plus en plus d'effet sur les autres et qu'aucun pays ne peut ainsi gérer son économie en vase clos. Par conséquent, les problèmes comme les taux d'intérêt et les stimulants ou les restrictions économiques doivent être attaqués conjointement par tous les pays occidentaux, même si chaque pays doit juger par lui-même s'il convient de prendre une mesure donnée. Il s'est également produit un rapprochement dramatique des pays du Sommet avec les pays pétroliers.

- Les communiqués relativement optimistes consacrés à des questions précises sur le court terme ont graduellement fait place à des communiqués au ton relativement réaliste et visant le long terme. Les pays du Sommet comprennent de mieux en mieux que leurs problèmes ne peuvent être réglés rapidement et qu'ils sont appelés à connaître une période de croissance relativement faible, des coûts élevés pour l'énergie, de fortes pressions inflationnistes et des problèmes de chômage.

- Même si le seul fait de se rencontrer ne leur a pas permis d'apporter des solutions magiques à leurs problèmes propres et à ceux du monde — après tout, ces problèmes nous accompagnent toujours après sept ans — les dirigeants continuent de se rencontrer, trouvant dans ces réunions un élément nécessaire, et même central, du calendrier de leurs activités. Les sommets en sont venus à jouer un rôle majeur dans l'ensemble du processus économique international.

- Les sommets ont graduellement transcendé les questions économiques de base traitées à Rambouillet. A Venise, par exemple, les participants ont soulevé des questions nettement politiques et émis des communiqués sur ces problèmes, et notamment sur l'Afghanistan. Le terrorisme et la piraterie aérienne ainsi que les réfugiés ont été d'autres questions abordées à Venise.

- Bien que les dirigeants n'aient pas établi de secrétariat permanent, la nomination de représentants personnels constitue un aspect innovateur des sommets.

Comblé un vide

Les communiqués des six sommets précédents reflètent l'évolution d'une réflexion informée — passant d'un optimisme relatif à une meilleure reconnaissance de la grande complexité des problèmes économiques et leur

persistance, et à une meilleure acceptation en principe de la réalité de l'interdépendance et des problèmes structurels. Les dirigeants ont réaffirmé et renforcé leur politique de consultation, des contacts personnels plus étroits ont été établis entre eux, et il s'est dégagé une volonté de passer à une action collective dans certains domaines.

En fait, les sommets économiques se sont jusqu'à maintenant révélés un complément positif et utile aux instruments de gestion des problèmes internationaux dont dispose le monde occidental. Ils ne sont ni ne pourraient être perçus par les dirigeants comme un "directoire". Les pays du Sommet doivent continuer d'oeuvrer avec leurs alliés et partenaires les plus proches : au sein de la Communauté économique européenne; à l'intérieur d'organisations internationales comme l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Agence internationale de l'énergie; et, de façon plus globale, au sein de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement — bref, au sein de toutes les organisations qui servent à coordonner l'action au niveau des politiques. Mais les sommets ont permis de réunir les dirigeants de pays clés en un groupe suffisamment important pour faire entendre sa voix sur la scène internationale et pourtant suffisamment petit pour rendre possible un dialogue véritable. Ces réunions ont comblé un vide.

Ce que les "Sept" ont dit . . .

A propos de l'Afghanistan . . .

Les chefs d'Etat ou de gouvernement estiment que, lors du détournement d'un avion de Pakistan International Airlines survenu en mars, que ce soit au cours de cet incident ou par la suite lorsque ce pays a donné abri aux pirates, la conduite du gouvernement de l'Afghanistan, dirigé par M. Babrak Karmal, a constitué une violation flagrante de ses obligations internationales en vertu de la convention de La Haye, dont l'Afghanistan est partie, et constitue une sérieuse menace à la sécurité aérienne. Les chefs d'Etat ou de gouvernement proposent donc, en application de la déclaration de Bonn, la suspension de tous les vols à destination et en provenance de l'Afghanistan, à moins que ce pays ne prenne immédiatement des mesures pour satisfaire à ses obligations. Ils en appellent en outre à tous les Etats qui partagent leur souci de la sécurité aérienne, leur demandant de prendre les actions voulues pour persuader l'Afghanistan de faire honneur à ses obligations.

En ce qui concerne encore l'Afghanistan, problème au sujet duquel nous avons exprimé l'an dernier au Sommet de Venise une position unanime très ferme, nous constatons que la situation n'a pas changé. C'est pourquoi, d'accord en cela avec l'écrasante majorité des Nations, nous continuons à condamner l'occupation de ce pays par l'Union soviétique. Nous appuyons les efforts internationaux en vue du retrait total des troupes soviétiques et de la restauration, en faveur du peuple afghan qui mène une guerre de libéra-

tion, du droit à déterminer son avenir. Nous nous félicitons de la proposition constructive du Conseil de l'Europe d'une conférence internationale devant aboutir à ces résultats et demandons à l'Union soviétique de lui réserver un accueil favorable.

A propos du Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, nous restons convaincus qu'il faut trouver une solution au désaccord entre Israël et les Etats arabes. Nous déplorons tous l'accroissement de la tension et l'escalade actuelle des actes de violence dans cette région. Nous sommes profondément préoccupés de l'ampleur des destructions, en particulier au Liban, et des lourdes pertes en vies humaines de part et d'autre. Nous demandons aux Etats et parties en cause de faire preuve de modération, en particulier afin d'éviter les représailles qui conduisent à l'escalade. Etant donné la tension qui existe actuellement dans cette région, nous les prions de s'interdire tout acte qui conduirait à de nouveaux bains de sang et à la guerre.

Nous sommes à cet égard particulièrement préoccupés du sort tragique du peuple libanais. Nous appuyons les efforts en cours pour permettre le retour au Liban d'une réconciliation nationale authentique, de la sécurité intérieure et de la paix avec ses voisins.

A propos des relations Est-Ouest . . .

En ce qui concerne les relations Est-Ouest, nous sommes très inquiets de l'accroissement permanent de la puissance militaire soviétique. Cette inquiétude est renforcée par les agissements soviétiques qui sont incompatibles avec la retenue et le sens des responsabilités convenant aux affaires internationales. Cela entraîne pour nous le besoin de fortes capacités de défense. Nous insisterons fermement sur la nécessité de l'équilibre militaire et de la modération politique. Nous restons ouverts au dialogue et à la collaboration dans la mesure où le comportement de l'Union soviétique le permettra.

A propos du Cambodge . . .

Fermement partisans du droit du peuple du Cambodge à l'autodétermination, nous appuyons chaleureusement la déclaration de la Conférence internationale des Nations unies sur ce pays.

A propos de la Pologne . . .

(. . .)

A propos du Salvador . . .

(. . .)

A propos des réfugiés . . .

Reprenant la déclaration sur les réfugiés que nous avons formulée à Venise, nous nous déclarons fort préoccupés par l'aggravation du sort des réfugiés dans l'ensemble du monde. Nous réitérons notre appui aux efforts internationaux à cet égard et demandons solennellement à tous les gouvernements de ne pas se livrer à des actes susceptibles de provoquer des déplacements massifs de réfugiés.

Convoquer les hommes d'affaires au dialogue Nord-Sud

par Marcel Masse

Longtemps les milieux d'affaires occidentaux ont semblé faire obstacle aux tentatives répétées de leurs gouvernements de les entraîner, au nom d'une plus grande justice, dans toutes sortes d'aventures d'aide et d'assistance aux pays et aux peuples les moins nantis. Ces hommes d'affaires ne voulaient pas gaspiller leur argent et leurs efforts dans des programmes jugés "suspects". Ils ne voulaient pas se substituer aux gouvernements ou aux agences internationales créées à cette fin.

Cette attitude cachait mal leur propre égoïsme, et leur manque d'esprit d'initiative, mais le temps leur a quand même donné raison: l'expérience montre aujourd'hui, après trente années de "coopération pour le développement", que le jargon aseptisant des technocrates et des responsables politiques du Nord comme du Sud recouvre, pour le citoyen des pays pauvres, des réalités pour le moins pénibles et, pour le citoyen des pays riches, un sentiment d'inutilité frustrant.

Parlons clair, au risque de simplifier: au moment où on essaie de définir de nouvelles normes économiques, financières et politiques sur les cinq continents, force est de constater que les programmes prometteurs ont échoué, que les rapports internationaux se sont durcis, que la faim, la misère et la dépendance dominant toujours la vie quotidienne d'une portion sans cesse croissante de l'humanité. Robert McNamara, ancien président de la Banque Mondiale, confirmait, en octobre 1979, cette impression d'échec: ". . . les mesures prises jusqu'à maintenant seront insuffisantes au cours des toutes prochaines années".

Alors, quand on parle de dialogue Nord-Sud, les milieux d'affaires sont mal à l'aise, soit du rôle de second plan qu'on leur a réservé soit de l'obligation qu'on leur a souvent faite de justifier des pratiques "mercantiles", jugées génératrices de sous-développement selon la majorité de critiques qui n'ont pas toujours fait preuve de discernement.

Un paradoxe

Le paradoxe est le suivant: on tient les hommes d'affaires coupables de la pauvreté des autres, même dans leur propre pays, mais on se plaint de ne

Marcel Masse est vice-président de LAVALIN SERVICES Inc., de Montréal (Québec), une société de consultation. M. Masse fut ministre de l'Éducation dans le gouvernement du Québec, co-président de l'Assemblée Générale (1981) du parti Conservateur, président de la Fondation canadienne des Réfugiés. Il a également été consultant auprès des Nations Unies pour des programmes de développement au Sahel.

pouvoir compter sur leur savoir-faire et leur esprit d'initiative. Et ce paradoxe joue tout aussi bien au Canada que dans les pays du Tiers-Monde puisque le développement d'une région ou d'un pays doit nécessairement s'appuyer sur l'entreprise, même quand l'activité économique est fortement réglementée. Or, peut-être par déférence mais plus probablement par méfiance réciproque ou par gaucherie, l'homme d'affaires n'est jamais invité aux grandes conférences économiques nationales ou internationales; les milieux d'affaires ne sont pas vraiment convoqués au dialogue Nord-Sud, sinon comme simples exécutants.

Plus qu'un paradoxe, il y a là une contradiction. C'est en effet l'homme d'affaires qui souffre de l'image la plus négative dans les cercles intéressés au développement international tandis que le tandem politicien-technocrate jouit, lui, de la plus noble considération! Ne devrait-on pas attendre le contraire? Des géants comme Argus, Alcan, Bata ou Bombardier, et des firmes au savoir-faire aussi complexe que Massey-Ferguson ou Lavalin, modèlent chaque jour l'économie, et leur présence dans tant de pays du Tiers-Monde a beaucoup d'effet sur le développement. On peut reprocher aux milieux d'affaires de se préoccuper d'abord de leur propre intérêt, mais on assiste, depuis une dizaine d'années, à une conversion de ces mêmes milieux à la nécessité de modifier les règles du jeu économique international.

Leurs représentants sont en général conscients de l'inter-relation et de la complémentarité des peuples et des Nations. Ils sont désireux de participer aux décisions qui vont changer l'ancien ordre économique mondial. Cependant, entre le diplomate, le journaliste, l'expert et le politicien, l'homme d'affaires n'a pas trouvé la place qui devrait lui revenir dans les grandes conférences, encore moins dans ce "dialogue Nord-Sud" qui est toujours la chasse gardée des chefs d'Etat et de gouvernements. Pourtant, comme le disent les historiens de l'économie, notamment Fernand Braudel auquel on doit une passionnante histoire du capitalisme européen, l'entrepreneur "fabrique la vie quotidienne des gens, il en est l'expert et le meilleur critique", et, peut-on ajouter, c'est "lui qui manipule les clés pour comprendre le monde".

La leçon de nos échecs

Examinons avec des yeux d'entrepreneur quelques erreurs commises *ad nauseam* depuis que les Nations-Unies proclamaient, en 1960, La Première Décennie du Développement. La première de ces erreurs, plus grave quand elle est perpétrée par des canadiens qui vivent dans un système d'économie libre, c'est de croire que le développement découle directement de l'action du gouvernement. C'est une illusion aux lendemains amers: Montréal ne s'est pas développée ainsi, mais plutôt grâce aux initiatives des entrepreneurs, comme New York, Calgary, Londres ou Amsterdam. L'histoire économique nous apprend encore que la croissance de ces économies a été stimulée par la naissance d'un marché, d'abord local puis rapidement élargi, un "marché" c'est-à-dire un lieu de contact entre acheteurs et vendeurs de produits ou de services, un "marché" c'est-à-dire encore un risque, une initiative et un profit. Or, c'est toujours le même modèle qui s'applique:



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

Pour mémoire

Canada

Supplément à Perspectives internationales été 1981

1. Vient de paraître sur les relations extérieures du Canada (liste bibliographique dressée par la Bibliothèque).

I. Livres

Biggs, Margaret A.

The Challenge: adjust or protect.

Ottawa: North-South Institute, 1980. (Canada and Third World Trade/1)

Canada. Parliament. House of Commons. Special Committee on a National Trading Corporation.

Canada's trade challenge.

Ottawa, 1981. (Quatrième exposé).

Ehrhardt, Roger (et al).

Canadian aid and the environment: the policies and performance of the Canadian International Development Agency.

Ottawa: North-South Institute/Halifax: Institute for Resource and Environment Studies, Dalhousie University, 1981.

Fromm, Paul et Hull, James P.

Down the drain? a critical examination of Canadian foreign aid.

Toronto: Griffin House, 1981.

Hilliker, J.F.

Distant ally: Canadian relations with Australia during the Second World War.

Exposé présenté à l'assemblée annuelle de la Canadian Historical Association, Halifax, juin 1981.

Keeley, James Francis

Constraints on Canadian international economic policy.

Thèse (Ph.D) Stanford University, 1980. Ann Arbor, Mich.: University Microfilms, 1981. (Copie xérographique).

McEvoy, F.J.

A symbol of racial discrimination: the Chinese Immigration Act and Canada's relations with China, 1942-1947.

Exposé présenté à l'assemblée annuelle de la Canadian Historical Association, Halifax, juin 1981.

Morton, Desmond

Canada and war: a military and political history.

Scarborough, Ont.: Butterworths, 1981.

Reid, Escott

Envoy to Nehru.

Oxford University Press, 1981.

Science Council of Canada

Collaboration à l'autodéveloppement.

Ottawa, 1981. (Science Council of Canada report no. 32).

Smith, Arnold

Stitches in time: the Commonwealth in world politics.

Arnold Smith avec Clyde Sanger. Don Mills, Ont.: General Publishing, 1981.

Stacey, C.P.

Canada and the age of conflict: a history of Canadian external policies. vol.II: 1921-1948. The Mackenzie King era.
University of Toronto Press, 1981.

Williams, Douglas

La sécurité alimentaire.
Ottawa: North-South Institute, 1981. (Les exposés Nord-Sud)

Armstrong, Willis C. Président et rapporteur.

U.S. policy towards Canada: the neighbor we cannot take for granted.
a report of the Atlantic Council's Working Group on the United States and Canada.
Washington, D.C., juillet 1981.

II. Articles

Appavoo, Patricia J.

"Can small states care? Canadian and Swedish development assistance programs."
Dans
Bulletin; quarterly of the U.N. Association of Canada
7:7-10, automne 1981.

Bartlett, Richard H.

"Indian water rights on the prairies." Dans
Manitoba law journal
11:59-90, 1980.

"Le Canada et l'Afrique." Dans

Marchés tropicaux et méditerranéens
no.1847, 3 avril 1981. Numéro spécial.

Carty, Robert

"Anyone wanna trade?" Dans
Canadian dimension
15:35-38, juin/juillet 1981.

Coull, Gary

"Canada in Asia: time to become a more active Pacific nation." Dans
Far Eastern economic review
112:35-48, 26 juin, 1981.

Fohlen, Claude

"La France a-t-elle une politique canadienne?" Dans
Politique internationale
no.12:239-251, été 1981.

Ford, Robert A.D.

"La perception canadienne des relations est-ouest." Dans
Politique internationale
no.12:217-224, été 1981.

- Goldberg, Charlotte K.
"The Garrison Diversion Project: new solutions for transboundary pollution disputes."
Dans
Manitoba law journal
11:177-189, 1981.
- Gotlieb, A.E.
"Across the western economic summits." Dans
Canadian business review
8:7-11, été 1981.
- Gotlieb, Alan et Legault, Léonard H.
"Droit et diplomatie: nouvelles frontières du Canada." Dans
Politique internationale
no.12:263-285, été 1981.
- Grayson, George W.
"The Maple Leaf, the Cactus and the Eagle: energy trilateralism." Dans
Inter-American economic affairs
34:49-75, printemps 1981.
- Harbron, John D.
"Canada and big power geopolitics." Dans
Canadian geographic
101:14-22, juin/juillet 1981.
- Homer, Janis L.
"Controlling acid rain: the challenge facing the United States and Canada." Dans
Texas international law journal
15:489-517, été 1980.
- Lange, Donald J.
"Constitutional jurisprudence, politics and minority language rights." Dans
Manitoba law journal
11:33-57, 1980.
- Loxley, John
"Canada and South Africa." Dans
Canadian dimension
15:27-30, juin/juillet 1981.
- Lyon, Peyton
"North-South summity." Dans
Policy options politiques
2:6-11, mai/juin 1981.
- McCaffrey, Stephen
"Private remedies for transfrontier pollution damage in Canada and the United States: a comparative survey." Dans
University of Western Ontario law review
19:35-94, 1981.

- MacGregor, Roy
"Not enough bangs for our bucks." Dans
Macleans
94:23-27, 31 août, 1981.
- MacGuigan, Mark
"Le fédéralisme et les relations internationales du Canada." Dans
Politique internationale
no.12:189-200, été 1981.
- Munroe, Margaret et Kinsman, Phil
"Unwanted windfall." Dans
Nature Canada
10:5-9, juillet/septembre 1981.
- Orvik, Nils
"The basic issue in Canadian national security — defence against help, defence to help others." Dans
Revue canadienne de défense
11:8-15, été 1981.
- Parket, Walter B.
"Future prospects for Arctic wildlands in North America." Dans
Polar record
20:417-424, 1981.
- Poirier, André
"Perspectives de coopération industrielle entre le Canada et le Tier-Monde." Dans
Revue canadienne d'études du développement
1:117-150, 1980.
- Posner, Michael
"Twitches from the elephant." Dans
Macleans
94:17-24, 20 juillet 1981.
- Rhee, Sang-Myon
"Equitable solutions to the maritime boundary dispute between the United States and Canada in the Gulf of Maine." Dans
American journal of international law
75:590-628, juillet 1981.
- Sharp, Mitchell
"La querelle du continentalisme." Dans
Politique internationale
no.12:211-216, été 1981.
- "Storm flags up for Canadian business." Dans
World trade outlook
3:2-8, 1981.
- Wright, Richard W. et Kobel, Ursula
"Textile import policy options." Dans
Canadian business review
8:33-39, été 1981.

Wright, Richard W. et Kobel, Ursula
"Turnkey projects: Canada's route to Third World markets." Dans
Business quarterly
46:46-54, printemps 1981.

2. Publications récentes du ministère (liste fournie par la direction des Programmes d'information au Canada).

Communiqués de Presse

No 95

(30 septembre 1981) Nomination de Jean Herbiet au poste de directeur du Centre culturel canadien à Paris.

No 96

(2 octobre 1981) Visite officielle du ministre des Affaires étrangères d'Autriche M. Willibald Pahr, 4 au 6 octobre 1981.

No 97 (2 octobre 1981) Visite officielle du ministre tunisien du Plan et des Finances, Mansour Moalla 4-6 octobre 1981.

No 98 (2 octobre 1981) Visite au Canada du général Carlos Pena Romulo, ministre des Affaires étrangères des Philippines, du 7 au 10 octobre 1981.

No 99 (2 octobre 1981) Mise au point du Canada sur les pluies acides.

No 100 (9 octobre 1981) Visite du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, M'Hamed Boucetta, du Royaume du Maroc.

No 101 (9 octobre 1981) Deuxième consultation annuelle Canada-Haute-Volta 13-15 octobre 1981.

No 102 (13 octobre 1981) Visite au Canada du ministre des Affaires étrangères de l'Indonésie, le professeur Mochtar Kusumaatmadja.

No 103 (13 octobre 1981) Visite à Fredericton du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, l'honorable Mark MacGuigan.

No 104 (16 octobre 1981) Consultations entre la Haute-Volta et le Canada 13-15 octobre 1981.

No 105 (19 octobre 1981) Visite au Canada de M. M'Hamed Boucetta, ministre des Affaires étrangères du Maroc.

No 106 (23 octobre 1981) Discours de A.E. Gottlieb à l'Association pour les études canadiennes aux Etats-Unis le 23 octobre 1981.

No 107 (23 octobre 1981) Septièmes assises de la Commission mixte Belgo-canadienne 19 au 22 octobre 1981.

No 108 (23 octobre 1981) Le Canada participe à la Conférence internationale des forces de libération.

sur le plan international. Et que dit donc le rapport Brandt, le plus récent catéchisme du dialogue Nord-Sud? Précisément que l'initiative, l'innovation et le risque sont les éléments qui manquent le plus cruellement aux programmes de développement. La puissance économique de l'Europe et de l'Amérique n'est pas l'oeuvre des gouvernements ni des politiciens. Ces derniers ont déterminé le cadre de l'action économique par des lois et des règlements, un cadre à l'intérieur duquel des gestes seront posés, mais ces gestes ne sont pas et n'ont jamais été leur apanage.

Les "spécialistes" du développement font un autre mauvais calcul lorsqu'ils croient que la notion de rattrapage est à la base des politiques de développement. On propose de doter les économies retardataires de recettes et de mécanismes leur permettant de rattraper les économies fondées sur l'initiative individuelle et en pleine expansion. Il s'agit là d'une vue de l'esprit, peu conforme à la réalité quotidienne que connaissent bien les hommes d'affaires, surtout ceux de grands secteurs comme les banques, les entreprises de transport, les fournisseurs d'équipements. C'est un objectif mathématiquement impossible à atteindre; il faudrait cent ans à la Côte d'Ivoire pour rejoindre la Suisse à des taux de croissance respectifs de 2 et 5 pour cent du Produit National Brut! Et le résultat ne serait toujours qu'une donnée statistique de plus sans rapport avec la santé, l'alimentation ou la scolarisation des Ivoiriens. Il n'y a pas de miracle en économie, on ne change pas les sociétés par décret, ou par la publication d'un plan débordant de bonnes intentions.

D'ailleurs n'y a-t-il pas, dans le désir de façonner les sociétés étrangères à notre image en exportant nos méthodes et en imposant nos structures et nos approches, un aveuglement ou un manque de réalisme? La bonne foi des experts scandalisés par les conditions intolérables de l'Inde, du Sahel ou du Mato Grosso n'est pas en jeu, mais la Révolution verte, la multiplication des puits de surface et l'expansion de l'élevage à l'américaine sont trois plans qui ont lamentablement échoué, après avoir coûté des centaines de millions de dollars, et amené aujourd'hui de nouveaux experts sur le terrain pour corriger le tir ou rajuster les interventions. C'est ce genre d'acrobatie aux résultats négatifs qui a éloigné les milieux d'affaires des "laboratoires" du développement.

Bilan négatif?

Plusieurs analystes de la coopération économique, quelle que soit leur famille idéologique, de gauche comme de droite, font le bilan négatif suivant: l'aide sous sa forme actuelle est une parfaite hypocrisie car son volume et son coût réels sont grossis en faveur du donateur, pays ou agence; le donateur est toujours le bénéficiaire effectif, directement ou indirectement, et cette aide a des effets négatifs sur l'économie des pays "assistés". De là à conclure qu'il est temps de changer de perspective, de méthode et de moyens, il n'y a qu'un pas à franchir, surtout si on se propose d'associer d'avantage dans l'avenir les milieux véritablement concernés, ceux de l'entreprise.

Pour associer les hommes d'affaires au développement d'un nouvel ordre économique international, il faut d'abord les inviter à participer à tous

les niveaux de préparation, de conception, de discussion, d'expertise et d'évaluation des projets, avant de les impliquer dans la réalisation elle-même avec les autres partenaires. Et c'est bien au Canada que le processus doit commencer pour les banquiers, les industriels, les consultants de ce pays.

Il est vrai que ces derniers doivent remonter une pente abrupte parce que leur repliement, volontaire ou non, les fait passer pour des affairistes qui développent le sous-développement dans bien des pays du Tiers-Monde. Commerce des armes, évasion des capitaux, fuite des cerveaux, sous-évaluation des matières premières, protections politiques ou douanières, corruption, ce sont là des pratiques répandues, et qui coûtent très cher aux pays pauvres. Plus cher, constatent des auteurs comme J.K. Galbraith ou Tibor Mende, que ce que rapporte l'aide extérieure. Or, pour faire cesser ces pratiques "coloniales", le meilleur moyen consiste à associer les milieux économiques à la recherche de nouvelles méthodes de "faire des affaires pour qu'elles soient profitables à tous" (Galbraith).

Aux fonctionnaires de l'ACDI

Par exemple, au lieu de se sentir gênés de s'afficher en public avec des hommes d'affaires, les fonctionnaires de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) ne devraient-ils pas entretenir des relations plus étroites avec les milieux qui détiennent les véritables données industrielles, économiques et commerciales? Et ne pourrait-on pas suggérer que les échanges de fonctionnaires et de cadres de l'entreprise se fassent sur une base plus systématique? Sans aller jusqu'à proposer la création d'un sénat de l'économie réunissant les dirigeants de l'économie canadienne, on peut souhaiter que les chefs d'entreprise s'impliquent davantage dans le développement international.

L'Etat a intérêt à reconnaître dans l'entrepreneur, même de dimension modeste, un allié objectif à ses politiques de développement. Et de son côté, l'industriel devrait exiger, des organisations qui le représentent, qu'elles structurent ce milieu individualiste et compétitif de manière à offrir un effort collectif et soutenu aux actions que le Canada entreprend sans cesse dans l'hémisphère sud. Ces organisations devraient également faire valoir que si l'idéal de justice est un stimulant moral de qualité, le véritable accélérateur du progrès, du mieux-être comme du mieux-avoir, réside dans la perspective d'un profit.

Or, il y a dans les pays du Sud des occasions encore inexploitées de faire des affaires sainement, profitablement, et équitablement, dans des secteurs bien maîtrisés par les canadiens, et indispensables au développement comme l'alimentation, les transports, la recherche scientifique, l'ingénierie et la gestion de projets publics, et même dans l'investissement, la finance et l'équipement.

Ce ne sont ni les ressources ni les besoins qui manquent et qu'une nouvelle approche au développement arriverait bien vite à concilier. Le rapport Brandt, résume comme suit l'interconnexion des problèmes mondiaux et des nations riches et pauvres:

“Au seuil des années 1980, les dangers auxquels la communauté mondiale fait face n’ont jamais été si grands depuis la Deuxième Guerre. Il est patent que l’économie mondiale fonctionne maintenant si mal qu’elle nuit aux intérêts tant immédiats qu’à long terme de toutes les nations. Les problèmes de la pauvreté et de la faim s’aggravent; il y a déjà 800 millions de pauvres absolus et leur nombre s’accroît; les pénuries des céréales et d’autres aliments accroissent les risques de disette et de famine. L’accroissement rapide de la population, qui comptera 2 milliards de têtes de plus dans 20 ans, intensifiera considérablement les pressions qui s’exercent sur les ressources et l’alimentation mondiales. La capacité industrielle du Nord est sous-utilisée, ce qui a provoqué un chômage sans précédent au cours des dernières années, tandis que le Sud a un urgent besoin de biens que le Nord pourrait produire. Une inflation rapide, des taux de change erratiques et des interventions imprévisibles de la part des gouvernements, perturbent gravement le commerce et les investissements dont dépend le retour immédiat à la prospérité mondiale.”

Eliminer la méfiance

Après avoir été considéré comme suspect, ou abandonné dans les mains des sociétés multinationales, le commerce international apparaît maintenant comme un instrument majeur du développement puisqu’il est déjà la source de plus de 75 pour cent des capitaux étrangers existant dans les pays en voie de développement. Le commerce seul ne peut produire le développement, mais ses retombées sont seules capables de déclencher les effets économiques et les avantages mutuels que les politiques d’aide peuvent tout juste encourager.

Quand la méfiance aura disparu, et que les milieux d’affaires se seront structurés de manière à pouvoir participer effectivement aux politiques et aux réalisations du développement international, on se rendra compte que ces problèmes ne peuvent plus être laissés dans les seules mains des chefs d’Etat qui se réunissent courtoisement autour d’une table, parce que les solutions qui en ont jailli depuis 30 ans se sont avérées insatisfaisantes. Le dialogue Nord-Sud marquera le pas si le leadership qui s’y exerce n’est pas rapidement partagé par les milieux d’affaires. Ce sont les faits brutaux du désordre international qui le montrent, ce n’est pas une opinion! Les actions d’envergure ont besoin de promoteurs impliqués et intéressés, pas seulement occupés à discourir aimablement ou technocratiquement. Comme le dit un proverbe est-africain, “pendant que les éléphants se battent, l’herbe en souffre!”

Et puis, il faut faire attention aux propos décourageants des prophètes de malheur. Au delà des palabres, l’Occident reste l’Occident, et sa présence sur la planète n’est pas le seul déterminant des conditions économiques désastreuses des peuples du sud. Voir l’avenir en termes inquiétants n’est pas juste pour le citoyen du Salvador ou du Nigeria, ni pour le canadien

que se retient d'intervenir. L'image apocalyptique du futur n'apporte rien à la cause du développement international. L'image bien concrète et pragmatique d'un marché à découvrir et à faire croître est plus pertinente.

Le Nord n'est ni pure richesse, ni pure exploitation. Le Sud n'est ni pure misère, ni pure colonisation.

Anciens numéros

Les anciens numéros de *Perspectives internationales* énumérés ci-dessous sont encore disponibles. Si vous désirez vous les procurer, prière de nous faire parvenir votre chèque selon l'échelle suivante:

1 à 5 exemplaires—1.75\$ chacun 6 à 11 exemplaires—1.50\$ chacun
12 ou plus —1.25\$ chacun

1972	septembre/octobre	1977
janvier/février	novembre/décembre	janvier/février
mars/avril	1975	mars/avril
mai/juin	janvier/février	juillet/août
juillet/août	mars/avril	septembre/octobre
septembre/octobre	mai/juin	novembre/décembre
novembre/décembre	juillet/août	
numéro spécial—relations	septembre/octobre	1978
canado-américaines:	novembre/décembre	janvier/février
choix pour l'avenir		mars/avril
	1976	mai/juin
1973	mars/avril	juillet/août
janvier/février	mai/juin	septembre/octobre
mars/avril	juillet/août	novembre/décembre
mai/juin	septembre/octobre	
juillet/août	numéro spécial—	
septembre/octobre	le Bicentenaire des	
novembre/décembre	États-Unis	1979
1974		janvier/février
janvier/février	Perspectives internationales	mars/avril
mars/avril	automne 1980	mai/juin/juillet/août
mai/juin	hiver 1981	sept./oct./nov./déc.
juillet/août	printemps 1981	

Prière d'ajouter 1\$ pour frais de poste, et établir votre chèque ou mandat à l'ordre de *Perspectives internationales*. Veuillez expédier votre commande à: Perspectives internationales, B.P. 949, Succursale «B», Ottawa (Ontario) Canada K1P 5P9

Plaidoyer . . . pour une solution négociée au Salvador

par Ed Broadbent

Il y a quelques mois j'effectuais une visite de plusieurs pays d'Amérique latine afin de discuter avec des chefs de gouvernement et de divers partis politiques, des leaders religieux et syndicaux, de la situation au Salvador.

Ce voyage, effectué en tant que vice-président de l'Internationale Socialiste m'a ainsi conduit au Salvador, au Mexique, à Costa-Rica, au Nicaragua et au Venezuela.

J'ai passé deux semaines dans cette région. J'ai parlé à des gens représentant les deux parties du conflit, mais surtout, j'ai parlé à des étrangers qui connaissent bien mieux que moi l'Amérique centrale et l'histoire du Salvador parce qu'ils ont été élevés dans cette région du monde et qu'ils ont suivi de très près l'évolution de la situation politique. Parmi les hommes politiques que j'ai rencontrés, il y a notamment Fidel Castro à l'extrême-gauche et le président du Costa-Rica qui est un démocrate conservateur; sur le plan idéologique je le considère comme un homme de droite. J'ai rencontré également le président du Mexique. Bref, ces gens-là représentent un large éventail d'opinions politiques. Ils étaient cependant tous d'accord sur un point: les atrocités ont trop duré et le massacre doit cesser.

“Désarmer” la junte . . .

Selon moi, tant que les Etats-Unis appuieront militairement la junte actuellement au pouvoir au Salvador, celle-ci continuera à rechercher une solution militaire. Ce n'est pas en renforçant la junte au plan militaire que nous favoriserons un règlement du conflit. La seule façon d'obtenir que la junte et l'armée salvadoriennes négocient, c'est de les priver d'une partie de leurs armes, d'une partie de leurs moyens de destruction. Cela est fondamental. Les Etats-Unis sont impliqués et nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir, en tant que Canadiens, pour provoquer un changement de la politique américaine.

Premièrement, le Canada devrait publiquement offrir de jouer un rôle de médiation au Salvador. Si j'en juge d'après les discussions que j'ai eues dans cette région, une telle initiative de la part du Canada bénéficierait d'un très grand appui;

M. Ed Broadbent est député d'Oshawa (Ontario), chef du Nouveau Parti Démocratique et Vice-président de l'Internationale Socialiste. C'est à ce dernier titre qu'il effectua une mission en Amérique centrale au printemps.

Deuxièmement, le gouvernement canadien doit se prononcer sans tarder, en faveur de négociations pour démontrer qu'il est digne de foi et sincère en proposant d'agir comme médiateur. Le Premier ministre du Canada et le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures devraient prendre l'initiative de faire des déclarations dans ce sens;

Troisièmement, le Canada devrait activement rechercher d'autres médiateurs possibles en Amérique centrale. Je sais que, parmi les Etats que j'ai visités, il y en a qui seraient prêts à participer à un tel effort de médiation. L'ensemble des gouvernements avec lesquels je me suis mis en rapport, malgré toutes leurs divergences idéologiques, souhaitent un règlement négocié. Ils veulent mettre un terme à la violence;

Quatrièmement, le Canada doit encourager des organismes comme les Nations-Unies à jouer un rôle important dans la recherche d'un appui international en faveur d'un règlement négocié;

Cinquièmement, le Canada doit promouvoir l'établissement d'un consortium international de donateurs éventuels afin de réunir un fonds de reconstruction national conditionnel à un règlement rapide du conflit par des moyens diplomatiques. Ce pays connaît de graves problèmes économiques et, quelque soit l'issue de la guerre civile, nous devons faire notre part pour fournir une certaine aide financière à la population;

Faire pression sur les Etats-Unis

Enfin, le Canada doit se joindre à tous les Etats d'Amérique centrale, aux pays européens et aux nombreux Etats du tiers monde qui favorisent la négociation d'un accord, pour exiger des États-Unis qu'ils cessent d'approvisionner en armes la junte salvadorienne. Pareille initiative s'impose à tout prix pour obtenir un règlement pacifique du conflit.

Contrairement à ce qu'on prétend dans certains milieux, la terrible guerre civile qui déchire le Salvador est en tous points identiques aux guerres révolutionnaires qui ont pu éclater ailleurs dans le passé. Cette guerre civile est l'aboutissement d'une lutte de classes traditionnelle, conséquence du fait qu'une poignée d'hommes détient, dans une proportion excessive, la richesse et le pouvoir. Depuis plus d'un siècle, une infime minorité à la tête du pays contrôle la plus grande partie des richesses et détient presque intégralement le pouvoir. Ceux qui veulent remettre le gouvernement aux mains des civils et introduire des réformes, même les plus modérées, au Salvador, se sont vus contraints, pour obéir à leur conscience, d'entrer dans la clandestinité.

A propos de quelques mythes

Je voudrais également dénoncer certains mythes à propos de cette guerre civile. Le premier veut que la guerre civile soit l'aboutissement d'une sinistre chaîne d'évènements et de personnages dont on pourrait retracer l'origine en remontant de San Salvador à La Havane, et même jusqu'à Moscou. Ce serait ne rien comprendre à l'histoire universelle que de croire qu'une révolution, née du rejet spontané d'une situation aussi injuste que celle qui prévaut au Salvador, puisse être exportée d'un pays à un autre. Les conditions d'une révolution existent, ou elles n'existent pas.

Un autre mythe voudrait que le régime du gouvernement Duarte soit

un régime centriste se situant quelque part entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche. En fait, les gens qui contrôlent le Salvador aujourd'hui ne sont pas la poignée de civils dont fait partie le président Duarte. Les gens qui exercent le contrôle du pays sont l'Armée et ses dirigeants. C'est un régime répressif de droite; ce n'est pas un gouvernement modéré ni centriste.

Une parodie de démocratie

On prétend aussi que le gouvernement actuel s'est engagé à tenir des élections démocratiques l'année prochaine à un certain niveau et dans deux ans à un autre, et que le monde entier devrait appuyer ce prétendu effort de démocratisation. Dans un tel climat, où des dizaines de personnes innocentes sont assassinées chaque semaine, comment peut-on parler sérieusement d'élections démocratiques? Qui se porterait candidat à des élections au Salvador? Un démocrate-chrétien progressiste, un social-démocrate? Y aurait-il des candidats autres que ceux de l'extrême droite? La réponse est non. Il y a eu trois élections depuis la fin des années 60 au Salvador et chaque fois l'armée en a rejeté les résultats.

De plus, le barreau salvadorien lui-même refuse d'aider le gouvernement à rédiger le règlement d'élection parce qu'il reconnaît, comme la plupart, que ce serait travestir la démocratie que de tenir des élections dans les conditions actuelles.

On affirme également, dans certains milieux, que les deux parties, le Front révolutionnaire autant que la Junte sèment la terreur. J'ai parlé à des gens que je juge dignes de foi et capables d'interpréter honnêtement ce qui se passe. J'ai particulièrement discuté de ce sujet avec monsieur Roberto Cuellar, directeur du service juridique de l'archevêché de San Salvador. Selon les enquêtes de l'archevêché, 80 à 90% des actes de terrorisme sont imputables aux forces de sécurité du Salvador. Ils ne sont généralement pas le fait du Front populaire. Il est évident que certains actes de violence sont commis par le Front. Il ne s'agit cependant pas de la pratique systématique à laquelle se livrent les forces de sécurité avec au moins l'accord tacite, sinon la complicité, de l'armée salvadorienne.

Enfin, il est un dernier mythe que je voudrais dissiper: on croit généralement que si la guerre civile se poursuit, les deux parties en sont responsables. J'aimerais rappeler ici qu'une seule partie a manifesté le désir de négocier un règlement — c'est le Front de libération — qui comprend des sociaux-démocrates, des démocrates-chrétiens et des marxistes-léninistes. Le Front veut mettre un terme à la violence par voie de négociation. Le gouvernement, quant à lui, tient à tout prix à remporter une victoire militaire sur le terrain.

En conclusion, il faut faire directement appel à la générosité de tous. Il est grand temps que nous, au Canada, que tous ceux d'Amérique centrale, de l'Europe de l'ouest et d'ailleurs dans le monde, qui ont encore le respect de la dignité humaine, affirmions d'un commun accord que ce conflit et ses atrocités ont trop duré. Les Canadiens, quant à eux, tiennent sûrement à ce que leur gouvernement fasse preuve d'initiative à l'égard de la tragédie qui se joue présentement au Salvador.

Trois ans après Camp David: Toujours une poudrière au Moyen-Orient

par Michel Vastel

Les récents événements au Liban ont brutalement rappelé au monde occidental que c'était une grave erreur de laisser la Syrie et l'Union soviétique en-dehors des négociations de Camp David, en septembre 1978.

L'installation, en avril, d'une batterie de missiles sol-air (SAM), dans la vallée de la Bakaa, au Liban, représentait plus qu'une réaction de la Syrie à la destruction de deux hélicoptères: la décision fut probablement autorisée, sinon effectivement exécutée, par l'Union soviétique — le fournisseur des missiles.

L'histoire dira plus tard s'il s'agissait seulement du commencement d'une nouvelle escalade devant conduire à la sixième guerre en 33 ans entre Israël et ses voisins arabes. (La guerre d'attrition entre l'Égypte et Israël en 1969-1970 n'est pas mentionnée dans l'accord de Camp David qui tient compte seulement des quatre grands affrontements au Moyen-Orient depuis la déclaration d'indépendance de l'État hébreu en 1948.) Quoiqu'il arrive, cette tension entre Israël et la Syrie souligne à quel point l'accord de Camp David ne constitue pas vraiment un "cadre pour la paix au Moyen-Orient" (*Framework for Peace in the Middle East*).

L'Accord de Camp David

Avant tout, le document de Camp David, signé en septembre 1978 par le président d'Égypte, M. Anouar El-Sadate et le premier ministre d'Israël, M. Menahem Begin, en présence du président des États-Unis, M. Jimmy Carter, ignore complètement la Syrie lorsqu'il traite, dans son préambule, de la "recherche de la paix au Moyen-Orient".

L'accord réfère explicitement à trois pays — Égypte, Israël et Jordanie — et au peuple palestinien, en tant que participants à des négociations sur toute solution au problème palestinien, "dans toutes ses dimensions". Aucune référence n'est faite à la Syrie ou à ses forces armées installées comme "gardiens de la paix" au Liban.

Quand on réfère à "l'intégrité territoriale" et au retour indispensable des territoires occupés au peuple arabe, l'accord de Camp David examine avec force détails la possibilité "d'arrangements intérimaires" pour la rive

Michel Vastel est correspondant parlementaire du Devoir à Ottawa. Il a rencontré plusieurs officiels de haut rang en Israël, alors qu'il effectuait un séjour dans ce pays au cours du printemps dernier.

occidentale du Jourdain et la bande de Gaza qui furent occupées par Israël pendant la guerre des six jours en juin 1967; on ne fait aucune référence aux Hauteurs du Golan, saisies à la Syrie en 1967.

C'est seulement à la toute fin de l'accord que le texte officiel mentionne spécifiquement la Syrie et le Liban. Presque en passant, l'accord stipule que "les principes et les provisions" de ce Traité de paix "devraient" s'appliquer à d'autres Traités entre Israël et chacun de ses voisins — Jordanie, Syrie et Liban.

Il est clair que, dans l'esprit de cet Accord autant que dans sa lettre, une certaine normalisation des relations entre Israël et la Syrie n'est pas considérée comme un élément indispensable à ce qu'on appelle par ailleurs "un cadre pour la paix au Moyen-Orient".

Néanmoins, la crise des missiles au Liban a rappelé au monde qu'une guerre est encore possible au Moyen-Orient, qu'elle pourrait se déclarer sur la frontière israëlo-syrienne, et que le monde arabe, comme toujours dans le passé, ferait front commun contre Israël.

Bien sûr, le traité de paix entre Israël et l'Égypte, et le retrait subséquent de l'Égypte du "front de la confrontation", c'est-à-dire du groupe d'États arabes de la ligne dure opposés à l'existence d'Israël, ce retrait a considérablement modifié l'équilibre militaire de la région.

Une "paix stable"

Le président Sadate a dit en novembre 1977, lors de son discours à la Knesset israëlienne, "qu'une victoire ne peut être obtenue au Moyen Orient sans la participation de l'Égypte". Quelques jours avant que les tensions commencent à monter à cause de l'installation de missiles SAM au Liban, le ministre des Affaires étrangères d'Israël, M. Yitzhak Shamir, déclarait dans un entretien privé: "nous ne voyons, maintenant, aucun danger (une menace au traité de paix israëlo-égyptien). La paix avec l'Égypte est une paix stable et, nous croyons, (qu'elle durera longtemps). Il est difficile d'imaginer qu'il existe une possibilité de guerre entre Israël et le monde arabe sans la participation des Égyptiens."

Bien sûr, l'absence de l'Égypte du front arabe change de façon importante le ratio entre les forces militaires en place au Moyen-Orient. Une étude de ces forces par le général de brigade Yehoshua Raviv du Centre d'études stratégiques de Tel Aviv conclut "qu'une comparaison du rapport de force entre Israël et les États arabes (en excluant l'Égypte) en 1980 avec le rapport de force au moment de la guerre du Yom Kippur, montre que la situation est aujourd'hui plus favorable à Israël que celle qui prévalait en 1973." Même en imaginant le scénario le plus désavantageux pour Israël, (un engagement maximum des États arabes incluant la Syrie et la Jordanie et des corps expéditionnaires de l'Iraq et des autres États arabes comme l'Arabie saoudite), et si on compare ce scénario avec la situation qui prévalait pendant la guerre du Yom Kippur, la situation est la suivante:

Le rapport de force en faveur des États arabes pour les divisions d'infanterie est passé de 1 pour 2.3 en 1973 à 1 pour 1.6 en 1980. Pour les tanks, le rapport de force est tombé de 1 pour 2.5 en 1973 à 1 pour 1.8 en

1980. Enfin, pour ce qui est des avions de combat, le rapport de force est passé de 1 pour 2.3 à 1 pour 1.7.

Bien qu'on puisse penser qu'un tel rapport de force dissuaderait les Etats arabes de déclarer la guerre à Israël, certains stratèges de l'Etat hébreu ne sont pas d'accord. Ils prétendent que la situation, depuis 1973, a considérablement changé. Les Etats arabes seraient maintenant capables de frapper au coeur même d'Israël, ce qui n'était pas le cas en 1973. En effet, le nombre de rampes de lancement de missiles sol-sol à moyen rayon d'action — SCUD — en possession des Etats arabes a augmenté de 566 p.cent depuis 1973.

Le missile "Scud" est équipé de têtes conventionnelles. Son rayon d'action maximal est d'environ 270 kilomètres et sa vitesse cinq fois la vitesse du son. Israël s'équipe pour sa part de missiles sol-sol du type "Jericho" qui ont un rayon d'action de 480 kilomètres, et du modèle "Lance" qui a un rayon d'action de 120 kilomètres.

Selon l'*International Institute for Strategic Studies* de Londres, la Libye a maintenant 30 rampes de lancement "Scud", elle n'en avait aucune au moment de la guerre du Yom Kippur en 1973. Même situation en Iraq, qui a maintenant 12 rampes de lancement, et en Syrie qui en possède 36. Cela signifie que l'équilibre militaire entre Israël et les Etats arabes est entré dans une nouvelle ère. Quand l'artillerie lourde — et non des missiles — constituait la principale force de frappe des armées dans la région, il était encore possible à Israël de garantir la sécurité de ses frontières "indéfendables" établies après la guerre d'indépendance de 1948-1949, en créant une sorte de *no man's land* qui lui servait de zone tampon. En conséquence, Israël a envahi la péninsule du Sinaï, la rive occidentale du Jourdain et les Hauteurs du Golan en 1967. A l'ère des missiles "Scud", jusqu'où Israël devra-t-il aller pour protéger ses frontières? La signature de traités de paix peut représenter une solution et, pour l'heure, c'est ce qu'Israël a réussi avec l'Égypte. Un accord semblable avec la Jordanie déplacerait la "frontière stratégique" d'Israël avec "le front de la confrontation" jusqu'à la Libye et l'Iraq.

Le problème syrien

Mais la Syrie continue de poser un sérieux problème: un problème que les négociations de Camp David ont soigneusement évité. Les conséquences de cette faiblesse du soi-disant "cadre pour la paix au Moyen-Orient" sont très sérieuses bien sûr.

La "quasi-guerre" qui s'est déclarée entre la Syrie et Israël au cours du printemps dernier montre que la paix est loin d'être garantie dans cette partie du monde. En conséquence, la soi-disant "théorie de l'Asie du sud-ouest" que, grâce à l'accord de Camp David, l'administration américaine s'est mise à élaborer, n'est pas réaliste: dans cette partie du monde, les tensions ne sont pas éliminées et il y a encore de très fortes possibilités de guerre entre Israël et les Etats arabes — une guerre qui compromettrait les

approvisionnement en pétrole et ferait planer une nouvelle menace sur le système monétaire international.

Après la crise des missiles au Liban, Israël a lancé une attaque aérienne surprise en juin pour détruire le réacteur nucléaire irakien de Tammouz, dans la banlieue de Bagdad. Le monde fut scandalisé par cet incident mais le front arabe a réagi avec modération. Ceci confirme que l'équilibre militaire actuel décourage le "front de la confrontation" de déclarer la guerre totale à Israël. Mais cela souligne aussi la fragilité de la paix dans la région. Plus que jamais, les relations entre Israël et ses voisins constituent l'élément central de cette grande région de l'Asie du sud-ouest. Etant donné la ligne dure que les leaders israéliens ont décidé d'adopter, la paix est loin d'être garantie.

Une autre interprétation de la situation au Moyen-Orient par les partisans de l'Accord de Camp David est que la course aux armements est freinée, sinon stoppée, dans cette région du monde. On pourrait plutôt prétendre que la situation va empirer, de deux façons. Premièrement, plus le rapport de force est serré, plus la course aux armements va s'accélérer. Dans une situation hypothétique où le rapport de force est de 1 à 3, un changement de petite importance dans l'un ou l'autre camp — de 1 à 3.2 ou de 1.2 à 3 — ne change pas l'équilibre fondamental: il reste une certaine marge de manoeuvre. Dans une situation d'équilibre parfait, cependant, tout changement dans l'un des camps conduit à une réaction immédiate dans l'autre camp.

Deuxièmement, plus la technologie militaire est avancée, plus la course aux armements va devenir dynamique. L'ère de la guerre conventionnelle au Moyen-Orient — avec des canons et des chars — sera bientôt révolue. Avec l'arrivée des missiles, Israël et les Etats arabes voisins sont entrés dans une nouvelle ère. La prochaine étape que chacun a à l'esprit est l'étape de l'armement nucléaire. Les militaires israéliens ont déjà déclaré "qu'Israël ne sera pas le premier à introduire la bombe nucléaire au Moyen-Orient, mais il ne sera pas le second non plus". L'attaque sur Tammouz donnera quelque répit mais cela ne met pas fin à la course aux armements nucléaires.

Une troisième conséquence est que l'accord de Camp David n'a pas arrêté l'utilisation des pétro-dollars pour financer la course aux armements. Bien entendu, le fardeau économique d'une telle course est plus lourd sur l'Etat d'Israël que sur les Etats arabes étant donné leurs ressources provenant de l'exportation du pétrole.

Ainsi, les critiques de Camp David pourraient bien avoir raison. Cela ne signifie pas que Camp David représenta une perte de temps, mais la situation actuelle au Moyen-Orient montre que ce n'était rien de plus qu'une étape très préliminaire. Le gouvernement Begin a toujours nié rechercher seulement une paix partielle au Moyen-Orient. Mais il n'a pas non plus fait de très grands efforts pour progresser et prouver qu'il cherchait réellement une paix complète et totale au Moyen-Orient.

Même le parti travailliste de M. Shimon Peres ne donne pas d'indications bien claires qu'il a l'intention de rechercher une paix globale avec tous les voisins d'Israël. Bien que le parti travailliste parle plus ouvertement que

le *Likud* du gouvernement Begin du problème palestinien et “d’options” qui impliquent la Jordanie dans le processus de paix, on ne fait absolument aucune référence, chez les Travaillistes, à la Syrie, ni à un retrait éventuel d’une partie ou de tous les territoires occupés sur les hauteurs du Golan. Il est clair que les officiels israéliens considèrent la Galilée comme “indéfen-dable” et qu’ils n’ont pas l’intention d’abandonner leurs bases militaires sur les hauteurs du Golan. En conséquence, pour se protéger elle-même, la Syrie n’a d’autre choix que d’envoyer ses propres troupes au Liban dans le but d’accroître la taille de sa frontière stratégique avec Israël.

Rechercher la paix

Aucun parti en Israël — et l’élection du 30 juin n’a rien changé à cela — n’offre de solution pratique en vue du rétablissement de la paix sur la frontière israélo-syrienne. L’administration Reagan, autant que l’adminis-tration Carter qui l’a précédée, n’a pas non plus de solution à offrir — et ne semble pas très pressée d’en chercher une d’ailleurs.

Des pressions doivent donc être faites sur les deux camps, mais cela pourrait commencer avec l’Etat d’Israël. Les suites données à l’accord de Camp David ont parfois été bien lentes à venir, au point qu’on pourrait parler de mauvaise volonté. Il n’y a pas vraiment de consensus en Israël quant à la nécessité d’établir des relations normales avec tous les voisins de l’Etat hébreu. Même en ce qui concerne l’Egypte, la paix semble n’être encore qu’une paix de militaires. Des relations “normales” devraient in-clure plus de commerce, des échanges de technologie, des programmes de stages pour les étudiants, etc. En somme, la paix est lente à s’installer. Même si l’Etat d’Israël a raison de prétendre que la solution du problème palestinien ne va pas nécessairement garantir la paix au Moyen-Orient, c’est au moins une première étape qu’il faut franchir. A ce sujet, l’administration israélienne a un bien long chemin à parcourir avant de normaliser ses relations avec la population arabe, en particulier celle qui réside à l’intérieur de ses propres frontières, les réfugiés palestiniens vivant dans les territoires occupés, et la population arabe des pays avoisinants. Une façon d’exprimer ce problème est de se demander si Israël va rester une enclave occidentale en plein coeur du Moyen-Orient ou si elle va devenir davantage un pays “oriental”.

En ce qui concerne les Etats arabes, la Jordanie et l’Arabie saoudite doivent être “trainées” à la table de négociations et l’influence de l’adminis-tration Reagan à cet égard peut être importante. Comme le dit un leader arabe de Bethléem: “Tout ce que veulent les américains au Moyen-Orient, ils l’ont.” Toute initiative pour amener la Jordanie et l’Arabie saoudite à entamer des négociations avec l’Etat d’Israël serait certainement plus utile à la paix dans la région que ces savantes réflexions sur la réorganisation du Golfe.

La frontière entre Israël et la Syrie restera, pour longtemps encore, une sorte de détonateur dans une région qui est, en elle-même, une véritable

poudrière. Les achats d'équipement militaire dans cette région ont été incroyables depuis la guerre de 1973:

— les divisions d'infanterie se sont accrues de 26 p.cent dans les Etats arabes et de 27 p.cent en Israël;

— le nombre des chars d'assaut arabes s'est accru de 6,000 en 1973 à 10,420 en 1980, une augmentation de 74 p.cent. Le nombre de chars israéliens s'est lui-même accru de 65 p.cent pendant la même période;

— l'augmentation totale des pièces d'artillerie approche les 2,500;

— les missiles sol-sol, qui n'existaient pas dans la région au moment de la guerre de 1973, sont maintenant présents dans la plupart des Etats;

— le nombre des avions de combat s'est accru de 44 p.cent et dépasse maintenant les 2,000 unités dans les Etats arabes; il s'est accru de 21 p.cent en Israël. Si on exclut l'Egypte, l'augmentation de la force aérienne arabe a été de 88 p.cent entre 1973 et 1980. Le nombre d'hélicoptères s'est accru dans la même proportion, spécialement à cause d'un bond de 180 p.cent en Irak.

— les missiles SAM, qui ont causé quelques problèmes à Israël durant la guerre de Yom Kippur, ont augmenté de 252 p.cent dans les Etats arabes.

— la Lybie et l'Arabie saoudite ont considérablement augmenté leur force navale au point que celle-ci constitue maintenant une menace certaine au ravitaillement d'Israël via le bassin méditerranéen.

Il ne faudrait pas beaucoup pour provoquer une nouvelle guerre dans la région. L'accumulation d'armes ultra modernes dans les divers pays est telle que toute guerre serait longue, même si un embargo était imposé sur la fourniture d'armes aux Etats belligérants. La Lybie est une sorte d'arsenal et dispose de beaucoup plus d'armes quelle ne pourrait effectivement employer, compte tenu de sa population. On peut s'attendre à ce que ce pays fournisse à tout Etat en guerre — spécialement la Syrie — des armes de remplacement ou des pièces qui compenseront pour les pertes survenues aux premières heures d'un engagement militaire contre Israël.

Les officiels israéliens sont par ailleurs très inquiets que l'Arabie saoudite ait maintenant accès aux radars-volants fournis par l'armée américaine — les AWACs — et de l'amélioration de l'efficacité de leur flotte de F-15, eux-mêmes équipés de missiles air-air *Sidewinder* et des missiles air-sol *Maverick*. Comme le dit un militaire israélien: "On n'attendra pas de savoir ce que les Saoudiens peuvent faire avec leurs F-15."

Cette menace non voilée est prise au sérieux dans le monde arabe. Mais de son côté, l'Union soviétique fournit à la Syrie des Tupolev-122, des avions de surveillance probablement aussi efficaces que les AWACs américains, et des *Sochoi-22*, l'un des avions de combat les plus modernes au monde.

Les Etats-Unis équipent l'Arabie saoudite, tandis que l'Union soviétique arme la Syrie et qu'Israël poursuit, de son propre chef, la modernisation de son armée. Il est d'une importance vitale que les Etats-Unis, aussi bien que l'Union soviétique, gardent un plein contrôle sur l'utilisation de tels équipements militaires.

Un grand nombre d'observateurs ont même évoqué la possibilité que certains régimes — syrien ou saoudien — soient renversés et que leurs armées ultra-modernes passent aux ordres de quelque fanatique Ayatollah. On pourrait prétendre que la même chose puisse survenir en Egypte, un pays que les américains équipent avec des armes aussi modernes que celles des Saoudiens. Plus importante et plus inquiétante encore est la possibilité que l'armement ainsi mis dans les mains des Etats arabes soit soudainement unifié. Il n'y a eu aucune guerre au Moyen-Orient dans laquelle la Syrie et l'Arabie saoudite — pour ne rien dire de l'Irak et de la Jordanie — n'étaient pas unies.

L'inquiétude nucléaire

En ce qui concerne cette incroyable surenchère de l'équipement militaire, il devient essentiel d'arrêter, tant que c'est encore possible, la course aux armements nucléaires actuellement en cours en Libye et en Irak. Les Européens, en particulier, la France et l'Italie, portent une lourde responsabilité à cet égard. La France, qui est particulièrement dépendante du pétrole extrait dans la région du Golfe, a offert à peu près n'importe quelle arme que l'Irak lui ait demandée. Comme dit un vieil israélien — "le sang sent moins fort que le pétrole." Cependant, les pays occidentaux, qui se disent tellement intéressés à la stabilité politique et à la paix dans une région si importante pour leur approvisionnement en pétrole, devraient réaliser que la surenchère aux équipements militaires ne contribue en rien à la stabilité politique.

Si les pays occidentaux n'entreprennent pas les efforts nécessaires pour rapprocher Israël et les Etats arabes, alors le "Front du refus" aura obtenu ce qu'il désire le plus: la preuve que les accords de Camp David ne constituent pas réellement "un cadre pour la paix au Moyen-Orient".

Serait-il possible que l'administration Reagan ait décidé de recourir à une "solution militaire" en laissant l'Egypte s'occuper de la Libye (dans l'éventualité d'une guerre ouverte entre les deux antagonistes) et en encourageant Israël à prendre le contrôle de la Syrie, laissant à l'Arabie saoudite le soin d'exercer son rôle de gendarme du Golfe? Est-ce que cela constituerait la réponse du tandem Reagan-Haig à l'invasion soviétique en Afghanistan? Et si les soviétiques avaient compris cette manoeuvre? Si oui, c'est peut-être pourquoi ils ont décidé de bouger les premiers — et si rapidement — au Liban.



Perspectives internationales

Si vous désirez vous abonner à *Perspectives internationales*,
prière de remplir la formule ci-dessous. S'il s'agit d'un
cadeau, nous vous saurions gré de l'indiquer au bas de la
formule. Veuillez expédier votre commande à: *Perspectives
internationales*, B.P. 949, Succursale «B», Ottawa
(Ontario) Canada K1P 5P9

Tarif des abonnements:

Canada

- Trois ans (12 exemplaires)—24\$
- Deux ans (8 exemplaires) —17\$
- Un an (4 exemplaires) — 9\$

Le numéro— 2.75\$

Autres pays

- Trois ans (12 exemplaires)—30\$
- Deux ans (8 exemplaires) —22\$
- Un an (4 exemplaires) —12\$

Le numéro— 3.25\$

Nom: _____

Adresse: _____

() paiement ci-joint

() facturez plus tard

Portez à ma carte de crédit

() Visa

() Mastercharge

n° de Carte de crédit _____

Date d'expiration _____

Signature du détenteur de la carte _____

DOCS

CA1 EA I56 FRE

ete 1981

Perspectives internationales. --

43205151